

برنامج  
الأغذية  
العالمي



Programme  
Alimentaire  
Mondial

World  
Food  
Programme

Programa  
Mundial  
de Alimentos

Deuxième session ordinaire  
du Conseil d'administration

Rome, 12 - 15 mai 1998

## SCHÉMAS DE STRATÉGIE DE PAYS

Point 4 de l'ordre du  
jour



Distribution: GÉNÉRALE

**WFP/EB.2/98/4/5**

8 avril 1998

ORIGINAL: ESPAGNOL

## SCHÉMA DE STRATÉGIE DE PAYS - ÉQUATEUR (1999-2003)

### RÉSUMÉ

L'Équateur est un pays à faible revenu et à déficit vivrier, où le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans atteignait 40 pour 1 000 naissances vivantes en 1996 et qui occupait la 72<sup>ème</sup> place selon l'indice de développement humain du PNUD pour 1997. L'indice global de la sécurité alimentaire des ménages, établi par la FAO à 86,4 sur 100 pour l'Équateur, indique que leur sécurité alimentaire n'est pas assurée.

Le taux annuel d'accroissement démographique est de 2,2 pour cent. On estime que la dette extérieure, répartie entre les 12 millions d'Équatoriens, s'élève à 1 200 dollars par personne, l'amortissement de cette dette absorbant 33 pour cent du budget national, ce qui laisse très peu de ressources pour l'éducation et la santé.

Le PAM apporte son appui aux institutions publiques visant à lutter contre la pauvreté. La méthode de l'analyse et de la cartographie de la vulnérabilité (ACV) sera appliquée pour repérer les personnes les plus démunies. Les zones les plus pauvres à l'ouest des montagnes ont déjà été sélectionnées. C'est là que l'on trouve les plus fortes concentrations de population autochtone. Les projets du PAM seront centrés sur des groupes vulnérables formés de femmes et d'enfants d'âge scolaire.

Le bureau du PAM en Équateur propose de mettre en place un nouveau dispositif pour faire face au problème de l'insécurité alimentaire. Un Fonds pour l'alimentation complémentaire (FOCAL) sera créé qui sera alimenté par des fonds publics et par d'autres donateurs. La stratégie future du PAM en Équateur sera axée sur l'atténuation de la faim à brève échéance, et sur l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition de groupes vulnérables, enfants d'âge préscolaire et écoliers, en particulier parmi les populations autochtones. Cette stratégie sera mise en oeuvre grâce à un projet d'alimentation scolaire, dans les zones où l'incidence de la pauvreté et les taux de malnutrition sont les plus élevés et où il y a une forte densité de population autochtone. Une stratégie de désengagement progressif est prévue, l'Etat prenant peu à peu le relais de l'ensemble du programme. Le PAM encouragera également l'alphabétisation des femmes en coopération avec l'UNESCO, le Ministère de l'éducation et des ONG, et il appuiera des activités de santé et d'assainissement dans des bidonvilles, à l'intention de groupes vulnérables. L'on favorisera l'accroissement de la productivité agricole en achetant le plus possible sur place les denrées qui seront distribuées au titre des projets du PAM.

Il est prévu dans le schéma de stratégie de pays (SSP) un engagement de cinq ans (1999-2003) en faveur de plus de 100 000 bénéficiaires. Le gouvernement a mis en route un Plan de développement social, comportant une stratégie pour la période 1997 à 2007. Le PNUD met en oeuvre un plan glissant de trois ans jusqu'en l'an 2000. Le SSP coïncide avec le cycle de l'UNICEF, ainsi qu'avec la Note de stratégie nationale (NSN) du système des Nations Unies. La contribution du PAM, d'un montant total de 10 millions de dollars pour les cinq ans, s'ajoutera à un engagement de l'Etat de 33 millions de dollars. Elle sera ainsi répartie: 7,2 millions de dollars pour l'alimentation scolaire dans les zones pauvres à population autochtone, 1,4 million de dollars pour l'alphabétisation des femmes et 1,4 million de dollars pour des programmes de santé à l'intention de groupes vulnérables vivant dans des bidonvilles.

Le tirage du présent document a été restreint. MM. les délégués et observateurs sont donc invités à apporter leur exemplaire personnel en séance et à ne pas demander d'exemplaires supplémentaires.



## INTRODUCTION

1. L'agriculture, qui représente une part plus importante du produit intérieur brut (PIB) que n'importe quel autre secteur, joue un rôle prédominant dans l'économie équatorienne. Entre 1992 et 1995, elle a assuré 17,3 pour cent du PIB, les autres secteurs importants se situant à 15,3 pour cent pour le secteur manufacturier, 15 pour cent pour les activités commerciales, 13,8 pour cent pour les services fournis par les administrations publiques et 13,4 pour cent pour la production de pétrole.
2. Les terres agricoles représentent 30 pour cent du territoire du pays, qui couvre 270 790 kilomètres carrés. La majeure partie de la superficie cultivée est consacrée à la production vivrière et la productivité est plus faible que dans d'autres pays ayant un niveau de développement économique comparable. Selon les statistiques de 1985 à 1993, la production et les rendements des zones céréalières ont enregistré une tendance à la baisse bien que la superficie cultivable ait augmenté.

## L'INSECURITE ALIMENTAIRE, LA PAUVRETE ET LA FAIM

### L'insécurité alimentaire à l'échelon national

3. Il ressort de l'analyse du secteur agricole qu'environ 67 pour cent des exploitations couvrent moins de cinq hectares et qu'elles représentent sept pour cent de la superficie agricole totale du pays.
4. Pendant les huit dernières années, la superficie consacrée à la production de cultures telles que le riz a doublé, mais le rendement a diminué. Le riz est le principal produit de la *Costa* (région côtière), tandis que dans la *Sierra* (région montagneuse), ce sont les pommes de terre (en termes de volume), ainsi que différentes variétés de maïs. La production de blé est négligeable.
5. Dans les zones urbaines et rurales de la *Sierra*, les disponibilités alimentaires sont limitées par plusieurs facteurs: a) rareté des terres cultivables; b) capacité réduite des habitants de pratiquer une agriculture de subsistance; c) accès limité à la terre et aux intrants; d) pourcentage élevé de pertes après-récolte; e) prédominance de la monoculture, qui contribue à l'érosion du sol; f) insuffisance de l'appui technique et coûts de production élevés; g) accès limité au crédit, assorti qui plus est de taux d'intérêt élevés, estimés à 50 pour cent par an. Les agriculteurs qui cultivent moins d'un hectare ont beaucoup de difficultés à payer un tel taux.
6. Des vivres, principalement du blé, sont importés pour couvrir les besoins alimentaires du pays. Une liste des produits importés de 1990 à 1996 est donnée à l'annexe II. L'indice global de la sécurité alimentaire des ménages est établi par la FAO à 86,4 sur 100 pour l'Equateur. Du fait de sa situation géographique et de l'existence de trois zones écologiques différentes, l'Equateur peut produire une vaste gamme de produits agricoles, ce qui donne toutefois une idée erronée de la sécurité alimentaire du pays. En apparence, la production nationale devrait largement suffire à couvrir les besoins alimentaires de la population, mais à cause de la structure socio-économique actuelle et de la crise chronique qui frappe la population, la plupart des gens ne peuvent même pas acheter les produits alimentaires de base pour leur famille.



7. D'après des données de la FAO, en 1960, les importations de vivres représentaient huit pour cent des produits alimentaires disponibles pour la consommation humaine. Augmentant au rythme de sept pour cent par an, ce chiffre est passé à 20 pour cent au début des années 80. On estime qu'en 1996, d'après le bilan alimentaire de l'année, la consommation par personne, pour une population de 11,5 millions d'habitants, était de 496 kilogrammes par an, soit 1 358 grammes par jour. Les produits qui contribuent le plus à l'apport théorique de nutriments sont les céréales et leurs dérivés, les racines et tubercules, le sucre, l'huile, les fruits et la viande, qui, pris conjointement, apportent 2 695 calories par jour. Les pauvres ne consomment que l'équivalent de 1 600 calories par jour en moyenne. Cependant, ces moyennes recouvrent de grandes différences pour ce qui est des vivres auxquels les familles appartenant aux divers groupes sociaux ont réellement accès.
8. En vue de décrire les vivres disponibles pour la consommation humaine, on a extrait du bilan alimentaire les produits pouvant être considérés comme des "produits de base" en ce qu'ils représentent les principaux produits consommés localement et fournissent un meilleur apport énergétique. Ces calculs ont été effectués en fonction de la production, des importations et des exportations, des dons et des pertes.

**DISPONIBILITÉ NETTE PAR HABITANT DES PRODUITS ALIMENTAIRES  
LES PLUS NUTRITIFS - 1996**

Vivres	Total net des vivres disponibles (tonnes)	Par habitant		Calories	Protéines (g) Par habitant par jour	Lipides (g)
		kg/an	g/jour			
Céréales et dérivés	1 000	85,7	235	826	19,6	2,78
Racines et tubercules	399 207	34	93,5	278	1,8	0,2
Sucre	388 117	33	91	351		
Légumineuses	50 913	4,35	12	40	2,7	0,2
Huile	302 414	25,7	71	325	5,35	29
Légumes	162 054	14	38	20	0,7	0,4
Fruits	1 527	131	358	337	3,35	1,9
Café, thé	125 867	10,7	29,4	128	4,15	5,6
Epices	193	0,02	0,05	0,16		
Viande, etc.	1 841	157	431	390	30	22
<b>Total</b>	<b>5 798</b>	<b>496</b>	<b>1 358</b>	<b>2 695,8</b>	<b>67,10</b>	<b>61,6</b>

Source: Bilan alimentaire, 1996. Administration chargée de l'information agricole, Projet de redéfinition des objectifs du secteur agricole.

9. Pour ce qui est du riz, le pays est autosuffisant et il peut même en exporter, quand la récolte est bonne. Dans une large mesure, la production est plutôt entre les mains de gros producteurs que de petits exploitants. L'Equateur exporte du riz en Colombie pendant sa propre récolte et en importe pendant la récolte colombienne. Quatre-vingt dix pour cent du blé est importé, la production étant irrégulière. Elle a atteint 79 762 tonnes en 1995, mais



en 1996, elle n'était que de 27 600 tonnes. Le pays est importateur net pour les céréales comme pour l'ensemble des produits alimentaires.

10. L'instabilité des prix a une incidence sur les disponibilités alimentaires du pays, en particulier pour les produits à cycle court dans la mesure où, du fait de leur caractère saisonnier, la majeure partie de la production annuelle est concentrée sur quelques mois.
11. Pour ce qui est des produits de l'assortiment alimentaire de base, l'inefficacité des mécanismes du marché entraîne souvent de fortes fluctuations des prix. L'existence de monopoles et d'oligopoles provoque des distorsions des prix et lance des "faux signaux" au marché.
12. Le nombre élevé d'intermédiaires dans le processus commercial, l'insuffisance des infrastructures de stockage et les aléas climatiques ont un effet préjudiciable sur les rendements agricoles ainsi que sur la disponibilité des produits alimentaires, ce qui crée une situation quasi permanente d'insécurité en matière d'approvisionnements et d'accès aux vivres. Le système des stocks régulateurs n'a jamais été entièrement mis en pratique en Equateur.
13. Depuis 30 ans, l'Equateur reçoit une aide alimentaire. L'Union européenne, les Etats-Unis d'Amérique, le Canada et le PAM sont les principaux donateurs de vivres. Entre 1990 et 1995, le PAM a fourni 36 pour cent de cette aide, en quantité variable selon les années (de 12 000 à 30 000 tonnes).
14. Les programmes d'aide alimentaire ont joué un rôle important dans la lutte contre la pauvreté et dans l'élaboration de programmes nutritionnels. La distribution de vivres constitue un dispositif de compensation sociale nécessaire pour aider les éléments les plus pauvres de la population - ceux qui sont les plus touchés par les mesures d'ajustement économique, ou bien ceux qui souffrent des répercussions des récentes crises.
15. En cas de disette, l'Equateur ne dispose que d'une capacité limitée pour couvrir les besoins alimentaires de la population de manière coordonnée et cohérente. Le pays dispose toutefois de lois et de réglementations formant un cadre susceptible d'être mieux utilisé.
16. L'Equateur est traversé par la ceinture de feu du Pacifique; il compte de nombreux volcans, dont le Cotopaxi et le Guagua Pichincha, qui font l'objet d'une surveillance continue en raison du risque d'éruption. En pareil cas, d'importantes zones de peuplement et de production seraient touchées. En outre, le pays est régulièrement victime de la sécheresse et des inondations et il n'est pas suffisamment préparé pour prévenir ces catastrophes. Par ailleurs, il est fréquemment frappé par le phénomène climatique "El Niño".

### **La population cible**

17. Le faible revenu des familles pauvres a pour conséquence une structure des dépenses qui met en évidence leur principale préoccupation, à savoir répondre aux besoins alimentaires et assurer, par le biais des achats, de l'exploitation agricole ou de l'entraide, un minimum d'approvisionnements alimentaires pour la consommation familiale. Le tableau suivant montre combien les dépenses alimentaires sont élevées par rapport aux dépenses totales dans les familles pauvres d'Equateur:

<b>ÉQUATEUR: VENTILATION DES DÉPENSES DES MÉNAGES EN 1994 (MÉNAGES PAUVRES)</b>
---



Poste	Dépenses en pourcentage
Vivres	54,8
Gaz pour la cuisine	18,2
Santé	10,7
Logement	8,2
Education	5,2
Eau	0,9
Electricité	1,1

Source: Banque mondiale, "Equateur: rapport sur la pauvreté. Volume I: éléments d'une stratégie de lutte contre la pauvreté," Quito, 1995, p. 3. Préparé par le PAM.

18. En 1994, la pauvreté a été définie comme la situation dans laquelle se trouvent les ménages dont la consommation mensuelle est inférieure à un certain niveau, le seuil de pauvreté. Au troisième trimestre de 1994, ce seuil était estimé à 90 982 sucres par famille (42 dollars<sup>1</sup>). La même année, la pauvreté absolue a été définie comme étant la situation dans laquelle se trouvent les familles dont la totalité du revenu ne suffit pas à couvrir les besoins alimentaires. A cette époque, le revenu moyen de ceux qui vivaient dans une situation de pauvreté absolue était estimé à 61 486 sucres par mois (28 dollars).
19. Bon nombre d'Equatoriens n'ont pas de revenus suffisants pour acheter l'assortiment des produits alimentaires de base. On estime qu'environ quatre millions d'entre eux, soit 35 pour cent de la population, vivent en situation de pauvreté et qu'en outre, une autre tranche de 17 pour cent court le risque de tomber elle aussi au-dessous du seuil de pauvreté. On estime que 1,5 million de personnes vivent dans une pauvreté absolue. Les principaux indicateurs caractérisant la population de l'Equateur en situation de pauvreté sont les suivants: a) les familles comptent en moyenne 5,8 membres; b) le nombre d'années d'études atteint rarement quatre ans; c) seuls 29,4 pour cent des pauvres ont accès aux soins de santé; d) la proportion d'emplois dans le secteur non structuré est de 39,2 pour cent, contre 8,6 pour cent dans le secteur structuré; e) 29,8 pour cent de la population a accès à des équipements d'évacuation des eaux usées adéquats et 75 pour cent à l'électricité; f) 34,8 pour cent ont accès à l'eau potable et 23,5 pour cent aux services de ramassage des ordures; g) les familles parlant une langue autochtone sont généralement plus pauvres; enfin, h) on estime que les pauvres consomment en moyenne l'équivalent de 1 600 calories par jour. Pendant la période 1990-96, 30 pour cent de la population équatorienne vivait avec moins d'un dollar par jour, c'est-à-dire seulement 20 pour cent environ du revenu par habitant pour 1995 (1 390 dollars).
20. Selon le rapport sur l'Equateur préparé par la Conférence internationale sur la nutrition (CIN, 1993), les informations disponibles n'ont pas permis d'évaluer systématiquement les effets des politiques d'ajustement structurel. Néanmoins, on peut dire que la dégradation de la nutrition chez les enfants d'âge préscolaire semble être l'un des effets les plus visibles des programmes d'ajustement structurel. La moitié de la population d'âge scolaire souffre d'une malnutrition protéique se traduisant par un retard de croissance; dans les campagnes, cette proportion atteint 60 pour cent. La malnutrition générale (rapport poids/âge) touche 37 pour cent de la population. Soixante-dix pour cent des enfants âgés de six à 12 mois, 45

<sup>1</sup> Sauf indication contraire, toutes les valeurs monétaires sont exprimées en dollars des Etats-Unis. En mars 1998, un dollar E.-U. équivalait à 4 524 sucres.



pour cent des enfants âgés de 12 à 23 mois et 60 pour cent des femmes enceintes souffrent d'anémie par carence en fer. Entre 15 et 30 pour cent des nouveau-nés ont un poids insuffisant à la naissance.

21. D'après une étude suivie de la malnutrition générale et des conditions socio-économiques en Equateur, dans la *Sierra*, la malnutrition touchait en moyenne 45 pour cent de la population des zones urbaines en 1994, tandis que dans les campagnes, le taux de malnutrition chronique (rapport taille/âge insuffisant) atteignait 67 pour cent, contre 48 pour cent pour la malnutrition générale. Dans la région côtière, les chiffres étaient respectivement de 34 pour cent et de 26 pour cent pour les zones urbaines, contre 43 pour cent et 37 pour cent pour les zones rurales.
22. Dans les années 80, les femmes représentaient 60,2 pour cent de l'ensemble de la population analphabète. Depuis la campagne d'alphabétisation, ce chiffre a diminué sauf dans les campagnes; le chiffre global est de 24,5 pour cent pour l'ensemble des femmes, mais il atteint encore 45 pour cent pour les femmes autochtones.
23. Selon de récentes études menées en milieu rural, le problème de la pauvreté est lié à trois facteurs: le manque de terres, d'éducation et d'emploi. Ces facteurs ont une incidence directe sur la capacité de la population rurale de s'assurer un régime alimentaire adéquat.
24. La superficie des terres occupées par habitant et la pauvreté sont inversement proportionnelles et, généralement, plus l'exploitation est petite, plus l'agriculteur est pauvre. Ces dernières décennies, la structure agraire a été caractérisée par une fragmentation continue. Là où la *petite exploitation* domine, les agriculteurs cultivent des propriétés de dimensions restreintes et disposent de ressources financières limitées.
25. Les paysannes représentent 71,8 pour cent de la population active dans la *Sierra* et 47,9 pour cent dans la *Costa*. D'après le rapport national préparé par la quatrième Conférence sur les femmes à Beijing (1995), dans les zones rurales, 55,2 pour cent des femmes entreprennent des activités agricoles et 39,1 pour cent d'autres types d'activités productives sans rapport avec la terre. Malgré cette participation, les agricultrices ont été jadis exclues des politiques et des programmes concernant le secteur agricole. Même s'il est reconnu que l'Equateur est un pays multiculturel et multilingue et qu'environ 1,9 million de femmes autochtones jouent un rôle important dans la production vivrière, leur contribution au développement du pays n'est pas considérée.
26. Malgré le rôle qu'elles jouent pour assurer la sécurité alimentaire de la famille, les femmes les plus démunies, en particulier celles qui appartiennent aux familles les plus pauvres, ne sont pas sur un pied d'égalité avec les hommes. Les différences sont manifestes en matière d'éducation et de soins de santé, de possibilités d'emploi, de participation à la vie politique et de prise de décisions, ainsi qu'en matière d'accès à la technologie, au crédit et à la terre. En général, on peut dire que l'activité économique des femmes est inversement proportionnelle à la taille de l'exploitation. Elles travaillent de petites parcelles de terre, et nombre d'entre elles sont également chargées des travaux après la récolte, du stockage des produits et de leur commercialisation. Par ailleurs, elles s'occupent du jardin familial et produisent des fruits et des légumes pour les repas du ménage. Leur niveau nutritionnel est généralement insuffisant et la rémunération du travail agricole qu'elles fournissent est inférieure à celle des hommes.
27. Pour ce qui est de la consommation alimentaire, quand les difficultés de la famille augmentent, ce sont en règle générale les femmes et les enfants qui en pâtissent. La priorité est donnée à l'alimentation des hommes en âge de travailler. Les tâches domestiques ne



sont pas non plus réparties équitablement entre les membres de la famille et elles incombent dans une plus large mesure aux femmes.

28. Du fait de l'éclatement de la famille, fréquent dans les ménages pauvres, une obligation supplémentaire incombe aux femmes, la responsabilité d'élever les enfants.

## **PRIORITES GOUVERNEMENTALES ET POLITIQUES DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET L'INSECURITE ALIMENTAIRE**

29. Le gouvernement a engagé un processus de modernisation de la gestion publique qui contribuera à supprimer les obstacles au développement dans le moyen terme, à condition que les citoyens participent à ce processus et que la capacité nécessaire pour réaliser ce changement persiste au cours des années à venir.
30. A cette fin, le Front social, résultant de l'union des ministères responsables du secteur social (éducation, santé, travail, logement et protection sociale) a été créé. Des réunions sont organisées avec le Ministère de l'agriculture pour coordonner les efforts visant à améliorer les politiques et programmes sociaux, et pour mener des études dans ce secteur dans le cadre du secrétariat technique du Front social.
31. Un Fonds pour l'infrastructure sociale a été créé afin d'exécuter des petits projets d'infrastructure dans des zones pauvres, qui ont pour objectif d'assurer des services qui font actuellement défaut et d'encourager la participation de ceux à qui ils sont destinés.
32. Ce processus de modernisation repose sur la décentralisation de l'administration publique, mesure qui est en cours d'examen par le corps législatif et qui aura des répercussions directes sur les collectivités locales et les groupes sociaux démunis.

### **Orientations générales**

33. Depuis 1996, des mesures ont été prises pour atténuer la pauvreté en améliorant l'éducation. L'accroissement des investissements en faveur de l'éducation, équivalant à 2,5 pour cent du PIB sur cinq ans, permettra à 250 000 travailleurs de s'intégrer dans le secteur moderne de l'économie, avec une augmentation de 40 pour cent de leur revenu.

### **Ecole primaire**

34. La scolarité commence à cinq ans. Le nombre d'élèves par enseignant est de 30,4 et le coût de chaque élève de 81,9 dollars par an. Le taux d'inscription des élèves a doublé entre 1981 et 1991. Le budget du Ministère de l'éducation et de la culture affecté à l'enseignement primaire est établi de manière à ce que ce soient surtout les éléments les plus pauvres de la population qui en tirent profit: on parle d'accès "sur mesure" à l'éducation. L'inscription à l'école primaire est en progression et concerne 90 pour cent de la population, mais les taux de fréquentation sont faibles. Par ailleurs, la faim empêche les enfants de se concentrer et de fixer leur attention longtemps, et ils ont des difficultés à se souvenir du sujet traité plus tard. En 1996, plus de deux millions d'enfants étaient inscrits à l'école primaire.
35. L'objectif est d'améliorer la qualité de l'éducation. En raison du taux d'inscription élevé, 80 pour cent du budget du Ministère de l'éducation et de la culture est affecté aux salaires des enseignants et les ressources disponibles pour les livres, les bâtiments, etc., sont très limitées. Mais la situation s'améliore.





36. Cinq cent mille élèves sont concernés par le programme national d'alimentation scolaire. La présence du PAM garantit que la priorité est accordée aux zones les plus pauvres et à la population autochtone. Non seulement le programme d'alimentation scolaire améliore la nutrition des enfants, mais il réduit également l'absentéisme et le taux de redoublement. Les écoliers sont capables de fixer leur attention plus longtemps et leur capacité d'apprentissage est meilleure, mais il reste encore beaucoup à faire.
37. Une étude menée dans des cantons où plus de la moitié de la population est autochtone a mis en évidence un taux d'analphabétisme de 40 pour cent et les plus faibles indicateurs de santé et d'éducation. Cinquante-trois pour cent de la population n'avait reçu aucune éducation et les taux de malnutrition et de mortalité infantile étaient beaucoup plus élevés que dans les cantons ruraux les plus pauvres.
38. Pour ce qui est de la condition de la population autochtone, la Constitution (Art.1) reconnaît que l'Equateur est un pays multiculturel et multilingue. Néanmoins, le Conseil national des Equatoriens autochtones (CONAIE) estime que ces peuples sont en permanence marginalisés. Des accords ont été passés entre le CONAIE et le gouvernement pour améliorer la condition des peuples autochtones, mais il n'existe actuellement aucune politique cohérente visant à résoudre ce problème.

### **Politiques en faveur des femmes**

39. Au lendemain de la Conférence sur les femmes de Beijing, en vue d'améliorer la condition des femmes en Equateur, le gouvernement a défini les objectifs stratégiques suivants:
- a) réduire le degré de pauvreté;
  - b) mettre un terme à la violence contre les femmes;
  - c) s'assurer qu'elles sont associées aux avantages découlant du développement;
  - d) venir à bout de l'inégalité entre hommes et femmes dans l'exercice du pouvoir et dans la prise de décisions à tous les niveaux.
40. La création en 1997 du Conseil national de la femme (CONAMU), organisme désigné par le Président de la République, avait pour objet d'améliorer la condition des femmes en général et de coordonner et mettre en oeuvre les politiques du gouvernement les concernant.

### **Politiques en faveur des enfants**

41. En novembre 1990, l'Equateur a adhéré à la Déclaration mondiale sur la survie, la protection et le développement de l'enfant pour la décennie 1990-2000, adoptée lors du Sommet mondial pour les enfants tenu en 1990. Le gouvernement a décidé dans son plan d'action pour 1993-1996 de donner la priorité aux enfants en adoptant des mesures visant à remédier à la situation actuelle. Les objectifs suivants ont été fixés: a) réduire le taux de mortalité infantile de 52 à 46 pour 1 000 naissances vivantes; b) réduire le taux de mortalité des enfants âgés de un à quatre ans (17 pour 1 000) de 10 pour cent et le taux de mortalité liée à des maladies évitables pour les enfants de moins de un an de 36 à 30 pour cent; c) réduire le taux de malnutrition chronique de 50 à 40 pour cent, le taux de malnutrition générale de 37 à 30 pour cent et le taux de malnutrition aiguë de trois à quatre pour cent; d) réduire le taux de malnutrition des femmes enceintes de 15 pour cent; e) augmenter le taux d'inscription des enfants d'âge préscolaire, dans des établissements institutionnels ou non, afin qu'au moins 70 pour cent des enfants âgés de six ans soient inscrits; f) améliorer la



qualité de l'éducation de base; enfin, g) harmoniser les programmes et projets scolaires en faisant une plus large place aux enfants en situation difficile.

42. Diverses mesures ont été prises pour atteindre ces objectifs, notamment l'appui aux programmes institutionnels concernant les enfants de moins de six ans venant de ménages pauvres. Pour ce faire, seront mis en oeuvre l'opération Sauver les enfants (99 000 enfants bénéficiaires), le Programme de développement de l'enfant (36 000 enfants), et l'élargissement du Programme d'alimentation scolaire, appuyé par le PAM (500 000 enfants).

### **Politiques en matière de santé et de nutrition**

43. Le plan national de développement a pour objet d'assurer une meilleure santé et une nutrition adéquate à tous les Equatoriens. Pour atteindre cet objectif, un Plan national d'action en matière d'alimentation et de nutrition a été mis au point; il comprend plusieurs composantes, dont les suivantes: a) appui au traitement d'aliments mixtes ayant une valeur nutritive élevée et un faible coût; b) projet de jardin biologique; c) production, stockage et commercialisation de produits alimentaires dans la zone rurale de la *Sierra*; d) programme de microentreprises destiné aux femmes des zones urbaines marginales de la *Costa*; e) appui à un système national de sécurité alimentaire; f) programme d'enrichissement de la farine avec du fer et du sucre avec de la vitamine A. Le plan national a aussi pour objectifs de renforcer les centres de santé et d'améliorer la couverture et la qualité de l'aide aux mères et aux enfants.

### **Politiques en matière de sécurité alimentaire**

44. Il n'existe pas encore de politique nationale en matière de sécurité alimentaire, mais une législation portant sur cette question est en cours d'élaboration. Divers groupes publics et privés jouent un rôle dans le domaine de la sécurité alimentaire, à différents niveaux et avec des spécialisations distinctes, notamment le Conseil national du développement (CONADE) et le Comité de la sécurité alimentaire. Le Ministère de la santé met en oeuvre des programmes tels que "Renforcement et développement des services de santé de base en Equateur" (FASBASE) et le Ministère de l'éducation et de la culture assure son Programme national d'alimentation scolaire.

### **Politiques en matière d'aide alimentaire**

45. L'aide alimentaire a commencé à jouer un rôle essentiel dans le pays au début des années 80, à la suite des inondations catastrophiques dues à El Niño. Cependant, cette aide est allée en diminuant. Son volume a chuté de 71 523 tonnes en 1991 à 11 332 tonnes en 1993; il est remonté à 26 941 tonnes en 1994 pour tomber de nouveau à 20 000 tonnes en 1995. Les principaux donateurs sont l'Union européenne, les Etats-Unis d'Amérique et le Canada. Ces dernières années, la majeure partie des dons d'aide alimentaire ont été fournis par le PAM (26 000 tonnes par an en moyenne pour la période 1995-97).
46. Le gouvernement est conscient du profond impact de l'aide alimentaire sur les zones géographiques et les secteurs stratégiques auxquels elle est destinée, s'agissant en particulier de l'alimentation scolaire et de l'aide alimentaire aux groupes les plus vulnérables parmi les démunis.
47. La monétisation de blé importé en vue d'acheter des vivres sur le marché national a apporté au gouvernement la preuve que: a) il est possible d'améliorer la production locale grâce à l'aide alimentaire; b) les dépenses d'acheminement jusqu'aux bénéficiaires les plus



pauvres dans les zones de haute montagne peuvent être considérablement réduites; c) l'aide alimentaire peut favoriser le développement des secteurs les plus défavorisés; et d) il est possible d'assurer aux personnes les plus exposées à l'insécurité alimentaire un meilleur accès aux vivres.

## EVALUATION DES RESULTATS OBTENUS A CE JOUR PAR LE PAM

48. La coopération du PAM avec l'Equateur a commencé en 1965 et, à ce jour, plus de 75 millions de dollars au total ont été mis à disposition pour appuyer des projets de développement (70 millions de dollars) ainsi que cinq opérations d'urgence (5,5 millions de dollars). Il faut ajouter à ce chiffre les articles non alimentaires qui ont été fournis pour un montant estimé à un million de dollars. Les projets de développement ont été exécutés dans les secteurs de la santé (37 pour cent de l'aide au développement), de l'éducation (34 pour cent), du développement communautaire centré sur le secteur rural (27,6 pour cent) et du reboisement (un pour cent). Des opérations d'urgence ont été approuvées pour aider des victimes de catastrophes naturelles (inondations, sécheresses, tremblements de terre). Outre ces opérations, dans de nombreux cas, des vivres provenant de projets de développement ont été utilisés pour apporter rapidement une aide à des personnes victimes de catastrophes naturelles relativement moins graves. Mettant à profit l'expérience acquise au fil des ans, le PAM a été à même de centrer ses efforts exclusivement sur les secteurs de la santé et de l'éducation dans les zones les plus pauvres.
49. Actuellement, le PAM apporte une aide à deux projets de développement exécutés par le gouvernement et étudie deux demandes: l'une concernant l'élargissement du projet d'alimentation scolaire et l'autre concernant une aide d'urgence liée au phénomène climatique El Niño ainsi que des plans d'urgence à plus long terme dans le cadre de la planification préalable aux catastrophes. En outre, le PAM supervise et appuie un fonds d'investissement mis en place dans le secteur laitier au titre du projet N° 2770.

### Analyse des projets exécutés en Equateur

#### *Soins de santé primaires et amélioration de l'hygiène (No 4463)*

50. Ce projet a été conçu pour atténuer les effets de l'ajustement structurel sur les groupes les plus vulnérables, moyennant trois composantes: a) soins de santé familiale intégrée destinés à 36 700 familles à haut risque; b) ateliers de formation à l'intention de 3 760 agents sanitaires bénévoles, 3 760 accoucheuses traditionnelles et 1 092 chefs de communauté; c) construction d'infrastructures sanitaires de base (82 665 latrines et 545 réseaux ruraux d'approvisionnement en eau). Ces activités ont été menées dans des cantons situés dans cinq provinces parmi les plus pauvres - Azuay, Cotopaxi, Chimborazo, Esmeraldas et Manabi - choisies selon des critères socio-économiques et épidémiologiques.
51. Le projet n'a pas été épargné par les effets négatifs de la série de difficultés politiques, administratives et financières qui a frappé l'ensemble du secteur public et le Ministère de la santé, en particulier ces dernières années. En conséquence, malgré les efforts déployés par l'unité d'exécution et malgré son dévouement, le projet n'a pas pu obtenir les résultats escomptés. Quarante-cinq mois après son démarrage, 65 pour cent des activités prévues en matière de soins de santé familiale intégrée, 51 pour cent des activités de formation et huit pour cent de la construction de l'infrastructure sanitaire de base ont été achevés. Malgré le faible pourcentage d'activités exécutées, il est évident que les unités de santé assurent



maintenant des soins de santé améliorés et que les programmes du Ministère de la santé ont un champ d'application plus étendu. Les femmes enceintes manifestent un intérêt pour le programme beaucoup plus tôt au cours de leur grossesse. A deux reprises, des vivres provenant du projet ont été utilisés dans les meilleurs délais pour aider les victimes de situations d'urgence diverses - un conflit frontalier et une catastrophe naturelle.

52. La recherche de nouvelles solutions pour améliorer l'exécution du projet a donné de bons résultats. Des ressources ont été affectées à un projet expérimental de relèvement et de développement des villages Shuar-Achuar, faisant ainsi pendant aux activités entreprises par le PNUD, le FNUAP et l'UNIFEM. Un accord a été conclu avec le projet d'autogestion communautaire d'HABITAT/PNUD en vue d'appuyer une série d'activités visant à améliorer la situation au plan écologique et à renforcer la capacité d'autogestion de divers groupes dans les zones marginales de Cuenca, Riobamba et Guayaquil. De même, il a été convenu de coordonner les activités avec le Projet relatif à l'éducation et à l'égalité des femmes rurales (PROCALMUC-UNESCO-PNUD), qui a pour objectifs d'assurer l'alphabétisation et la formation des femmes rurales d'Equateur, d'encourager leur participation active et de renforcer leur aptitude à assumer un rôle dirigeant, favorisant ainsi l'égalité des chances et contribuant à améliorer la qualité de leur vie. Le ministère a l'intention de demander au PAM d'envoyer une mission d'examen technique/évaluation sur place qui aidera à revoir la conception de la stratégie de base concernant les groupes vulnérables, stratégie qui sera appliquée à titre expérimental dans le cadre du projet No ECU 4463.

### **Programme d'alimentation scolaire dans les zones prioritaires (No 3096, Elarg.)**

53. Ce projet est l'élargissement d'une première phase exécutée de 1990 à 1993. La phase actuelle a pour objectifs immédiats: a) d'apporter une aide plus efficace aux enfants issus de familles pauvres des écoles primaires situées dans des régions prioritaires; b) d'améliorer la capacité d'apprentissage des élèves du primaire en leur assurant une alimentation complémentaire et en apaisant ainsi leur faim pendant la classe; c) de mettre sur pied un programme d'alimentation scolaire efficace, visant à renforcer le système éducatif, et dont la conduite pourra par la suite être confiée au gouvernement.
54. La sélection des écoles bénéficiant d'une assistance au titre du projet est fondée sur des indicateurs de pauvreté et sur l'incidence de la malnutrition. Des denrées comprenant un biscuit de 60 grammes et 35 grammes d'une boisson locale (*colada*), apportant environ 400 calories, sont distribuées chaque jour dans des écoles sélectionnées. La ration est enrichie en micronutriments (vitamines A, B1 et B2, acide folique, calcium et fer). Cinq sociétés privées participent à la fabrication, au transport et à la livraison des denrées et le PNUD collabore à la gestion des ressources du projet et à la sous-traitance avec les sociétés.
55. Les activités du projet ont commencé en décembre 1995. Pendant son exécution, plus de 95 millions de rations ont été distribuées chaque année à 520 000 bénéficiaires en moyenne (500 000 élèves et 20 000 enseignants). Le gouvernement appuie efficacement le projet et transfère les fonds de contrepartie prévus dans le plan d'opérations. Ces fonds représentent plus de 70 pour cent du coût du programme. Dans le cadre de l'élargissement du projet, demandé par le gouvernement, la direction du projet et le PAM cherchent un moyen efficace d'assurer la poursuite du programme quand l'aide internationale aura pris fin.

### **Efficacité du ciblage de l'aide alimentaire**

56. Le ciblage des projets du PAM en Equateur s'est progressivement amélioré. Dans le cas du projet No 4463, les provinces bénéficiaires ont été sélectionnées selon la carte de la



pauvreté établie par les pouvoirs publics avec l'appui du FIDA. Elle est fondée sur les taux de mortalité infantile, le nombre de naissances sans assistance professionnelle et le niveau d'analphabétisme et de chômage, ainsi que sur l'accès aux services de santé, à l'eau et aux installations sanitaires de base. Pour le projet No 3096 (Elarg.), les données recueillies par le Système de surveillance nutritionnelle (SISVAN) ont été utilisées pour sélectionner toutes les écoles des communautés (*parroquias*) où le taux de malnutrition générale dépasse 65 pour cent. Dans d'autres communautés, les écoles des zones marginales, rurales et urbaines, ayant un seul enseignant et celles comptant moins de 30 élèves ont été retenues en priorité.

## Résultats obtenus et durabilité

57. En général, les projets assistés par le PAM en Equateur ont contribué à atténuer les effets négatifs des programmes d'ajustement structurels mis en oeuvre par diverses administrations publiques. Plus précisément, les rapports d'évaluation du PAM confirment que les projets ont eu un effet bénéfique sur les revenus des familles et sur l'état nutritionnel des bénéficiaires, et ont permis de réduire le chômage dans les campagnes ainsi que la migration, qui touche essentiellement les hommes. Certains d'entre eux ont également contribué à renforcer les communautés, mais, dans la plupart des cas, ces effets n'ont pas été quantifiés.
58. La gestion des projets par des institutions publiques a parfois laissé tellement à désirer que des organisations locales ont dû assumer la responsabilité directe de l'exécution, en particulier quand il s'agissait de planifier des travaux de génie civil et d'assurer une assistance technique et financière.
59. Les femmes ont contribué à accroître les revenus, monétaires ou non, et ont ainsi favorisé la durabilité des projets. Elles ont participé activement aux travaux collectifs, financés par des vivres du PAM, en particulier dans les communautés caractérisées par un taux élevé de migration masculine. Leur participation atteint près de 80 pour cent pour les activités liées aux rôles qui leur sont traditionnellement réservés tels que la gestion de l'eau et la construction de petits ouvrages d'irrigation.
60. Les différentes activités entreprises dans le cadre des projets vivres-contre-travail ont eu également une incidence très importante sur la cohésion des communautés où l'autogestion est encouragée en prévision de la fin du projet. Cependant, en grande partie, ces activités n'ont pas permis d'accroître la production, en raison notamment de l'assistance technique limitée, de l'accès difficile au crédit et d'autres facteurs tels que les mauvaises conditions météorologiques.

## Atouts et faiblesses de l'exécution

### Rentabilité

#### *Effets sur le marché et sur la production nationale*

61. L'aide alimentaire fournie par le PAM à l'Equateur au cours des cinq dernières années a eu très peu d'impact sur les disponibilités alimentaires nettes, étant donné que les livraisons n'ont pas été suffisamment importantes pour entraver les mécanismes d'autonomie en matière d'agriculture. Les politiques du PAM privilégiant les achats sur place ont stimulé les marchés secondaires et ont favorisé la production agricole dans des zones isolées. D'autre part, les produits fournis par le PAM sont conçus pour satisfaire les besoins de familles qui sont en situation d'insécurité alimentaire et dépensent presque tout



leur revenu pour acheter des vivres. En conséquence, bien qu'augmentant les disponibilités de vivres, l'aide alimentaire n'entraîne pas de perturbation des marchés locaux.

#### *Suivi et rapports*

62. Le système de suivi et évaluation du projet No 3096 (Elarg.) comprend: a) la préparation et la distribution d'un manuel de procédures; b) le suivi permanent des sociétés associées afin de vérifier qu'elles respectent les contrats passés; c) le contrôle technique de la qualité des vivres aux différents stades; d) la vérification des livraisons aux écoles; et e) la gestion et la distribution des produits ainsi que la vérification de leur acceptabilité. Une évaluation plus formelle des effets sur la formation sera effectuée au cours des prochains mois.
63. Pour le projet No 4463, les indicateurs comprennent l'extension des services de santé à de nouvelles zones, la régularité des examens préventifs, les activités éducatives entreprises et les activités concernant les équipements sanitaires de base. Les sous-projets mentionnés précédemment ont fait l'objet d'études distinctes par l'UNESCO et par HABITAT.
64. Chaque projet dispose d'un budget pour les activités de suivi et d'évaluation. La majeure partie de ces ressources a été utilisée pour équiper les organismes d'exécution de matériel informatique et pour apprendre au personnel local à utiliser des formulaires conçus pour recueillir des données sur chaque projet. Ces contributions ont permis d'améliorer notablement la qualité et la régularité des rapports.

### **ORIENTATION FUTURE DE L'ASSISTANCE DU PAM**

65. Le PAM estime qu'il est actuellement particulièrement opportun pour l'Equateur de prendre des initiatives novatrices en faveur du droit de l'ensemble de la population, notamment des enfants, d'avoir accès aux vivres. Le PAM a l'intention de continuer à appuyer: le programme national d'alimentation scolaire et le renforcement de la sécurité alimentaire; l'alphabétisation des femmes avec l'UNESCO; et les programmes d'assainissement communautaire dans les zones urbaines avec l'OIT/OMS.
66. Il est reconnu dans le programme social de l'Equateur pour 1997-2007, préparé par le secrétariat technique du Front social, qu'il est fondamental d'élaborer une politique alimentaire, nutritionnelle et scolaire en faveur des mères et des enfants en situation de pauvreté absolue. Les mesures nécessaires pour mettre cette politique en application seront accompagnées de "campagnes éducatives portant sur les soins de santé préventifs, la santé de la procréation et les modes de vie sains".

#### **Groupes et régions cibles**

67. Dans les années à venir, l'aide du PAM sera axée sur les plus pauvres: la priorité sera donnée aux groupes autochtones vivant dans trois régions du pays, et une très large place sera faite aux femmes enceintes et aux enfants d'âge scolaire et préscolaire, aux femmes chefs de famille, aux chômeurs et aux paysans sans terre. La priorité absolue sera accordée aux habitants des zones centrales et occidentales de la *Sierra*, où l'on trouve les plus fortes concentrations de populations autochtones.



## Stratégie du programme du PAM

### Secteur de l'éducation

68. **Alimentation scolaire.** Le PAM compte dépenser 7,1 millions de dollars sur quatre ans pour appuyer des programmes d'alimentation scolaire dans des cantons où les taux de pauvreté sont compris entre 78 et 82,5 pour cent et où la malnutrition frappe de 45 à 65 pour cent de la population. Les écoles des zones rurales ayant un seul enseignant et les écoles des bidonvilles seront sélectionnées en priorité. L'appui du PAM représentera 18, 15, 10 et 10 pour cent de l'investissement de l'Etat prévu pour 1999, 2000, 2001 et 2002 respectivement. L'Etat prendra la relève à mesure que le PAM se désengagera. En 2003, le programme sera entièrement à sa charge. Le gouvernement a exprimé son intention d'assurer la durabilité du projet sur ses propres ressources. Le désengagement progressif du PAM lui laissera le temps nécessaire à cet effet. Les écoles comptant une forte proportion d'élèves autochtones seront également prioritaires. Des études indiquent que la population autochtone représente 43 pour cent des Equatoriens, et que son taux d'analphabétisme est de 36 pour cent. L'Etat devrait investir 34,2 millions de dollars dans ce secteur pendant la même période (1999-2002). Sa contribution sera cinq fois plus élevée que celle du PAM. La présence du PAM garantit que, lorsque les ressources de l'Etat sont insuffisantes pour atteindre tous les enfants, le programme bénéficie à ceux qui sont les plus touchés par la pauvreté et la faim.
69. **Alphabétisation des adultes.** En outre, 1,4 million de dollars seront affectés à des programmes d'alphabétisation des femmes. Les activités menées à ce jour à titre expérimental avec l'UNESCO ont donné des résultats concluants. Quatre-vingt dix pour cent des participants étaient des femmes autochtones, dont le taux d'analphabétisme atteint 45 pour cent. Au bout de un à deux ans, elles sont en mesure de compter et de tenir les comptes des coopératives pour lesquelles elles travaillent.

### Secteur de la santé

70. Un total de 1,4 million de dollars sera investie dans des programmes de santé et d'assainissement publics, organisés dans des bidonvilles par l'intermédiaire de groupements communautaires, du Ministère de la santé et d'ONG, et appuyés par l'OIT et l'OMS. Il est prévu de poursuivre les activités du projet No 4463, qui a permis de former des agents sanitaires, des accoucheuses et des agents communautaires et de construire des infrastructures d'assainissement de base ainsi que des réseaux d'approvisionnement en eau. Les groupements féminins jouent un rôle déterminant dans l'exécution de ce projet, et les nourrissons ainsi que les enfants d'âge préscolaire reçoivent les produits alimentaires grâce au travail fourni par leurs mères.

### Création de FOCAL

71. Le PAM est associé à la création d'une nouvelle structure aux fins de l'aide alimentaire. Dans le cadre de son rôle stratégique, en tant que coordonnateur de l'aide alimentaire et des ressources destinées à ceux qui souffrent le plus de la faim et de la pauvreté, il met actuellement en place une fondation, quasiment publique, qui portera le nom de FOCAL - littéralement Fonds de compensation alimentaire. Le PAM s'appuiera sur ce fonds pour conduire sa stratégie de pays.
72. Cette proposition est née de la nécessité de répondre avec efficacité aux besoins alimentaires et nutritionnels de ceux qui souffrent le plus de la faim et de la pauvreté. FOCAL est une structure autonome qui sera utilisée pour des investissements à vocation



sociale et reposera sur la pleine participation sociale, l'entraide et la décentralisation des ressources. Les autorités équatoriennes ont utilisé ce type de mécanisme auparavant et il s'est avéré efficace. Elles approuvent en principe cette proposition qu'elles ont étudiée et que les ministères du plan et des finances appuient. La consultation et la coordination avec les ministères techniques font partie intégrante de la structure de FOCAL.

#### *Objectif général de FOCAL*

73. FOCAL a été créé pour mobiliser des ressources alimentaires et financières qui seront associées de manière coordonnée et utilisées dans des programmes et projets alimentaires et nutritionnels, à l'intention des groupes sociaux désignés comme prioritaires dans le cadre des politiques sociales et alimentaires du pays. Les ressources de FOCAL seront apportées par le gouvernement, le PAM, l'OIT/OMS et en fin de compte par tous les donateurs d'aide alimentaire.

#### *Objectifs spécifiques*

74. FOCAL vise à contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle du pays, en appuyant des programmes intervenant directement dans la lutte contre la faim et la malnutrition, qui frappent les éléments les plus pauvres et les plus vulnérables de la population.
75. FOCAL constituera une réserve alimentaire stratégique qui permettra de répondre avec efficacité et de manière coordonnée aux besoins immédiats de ressources alimentaires en cas de catastrophe ou de crise. En raison de cet aspect stratégique, il s'inscrit dans le cadre des plans d'urgence en prévision de catastrophes.
76. Le premier objectif de FOCAL sera de financer des programmes nationaux à l'appui de la formation, tels que l'alimentation scolaire mise en oeuvre par le Ministère de l'éducation et de la culture, certaines composantes du Plan national pour la protection des enfants de l'Institut national chargé de la famille et de l'enfant (INNFA), le Programme d'assistance aux groupes vulnérables (à l'intention des femmes enceintes, des mères allaitantes et des enfants de moins de cinq ans) géré par le Ministère de la santé publique et les composantes d'alimentation des programmes du Ministère de la protection sociale (telles que l'opération Sauver les enfants) au titre desquelles des compléments alimentaires et nutritionnels contenant des micronutriments sont distribués.
77. Le deuxième objectif de FOCAL sera d'appuyer des initiatives locales visant à lutter contre la pauvreté et à favoriser la sécurité alimentaire, telles que des projets portant sur la production et le traitement des produits alimentaires, l'amélioration de l'accès aux vivres pour les familles dans le besoin, et l'éducation ainsi que la formation des femmes. Ces projets permettront également de renforcer les structures administratives locales.
78. Le troisième objectif de FOCAL sera de constituer une réserve stratégique afin de gérer les ressources alimentaires judicieusement et de manière coordonnée, et de pouvoir intervenir rapidement et efficacement en cas de catastrophe ou de crise.

#### *Principales fonctions de FOCAL*

79. FOCAL aura pour principales fonctions de:
- a) cibler les activités et établir des priorités d'après les cartes de la pauvreté et de la vulnérabilité, et en fonction du degré de sécurité alimentaire;
  - b) coordonner et mettre au point des dispositifs d'accord entre les institutions participantes afin de garantir l'harmonie et l'efficacité des projets qui seront financés;





- c) mobiliser et affecter les ressources du budget général de l'Etat, des allocations ministérielles, des organisations bilatérales et multilatérales de coopération et d'autres sources qui, prises conjointement, constituent le Fonds;
- d) surveiller et contrôler l'application des décisions et des nouvelles orientations, et principalement l'affectation des ressources; et
- e) réviser et évaluer les programmes et projets, les réorienter et prendre des mesures correctives si nécessaire, et suspendre ceux qui n'atteignent pas les objectifs proposés.

#### *Structure administrative*

80. Le PAM jouera un rôle de catalyseur dans la création de FOCAL. A cette fin, il organisera dans diverses institutions des réunions afin d'instituer une structure administrative autonome, composée d'un organe collégial (Conseil d'administration) comprenant des représentants d'institutions publiques (ministères du Front social, INNFA, Ministère de l'agriculture) et d'institutions privées (ONG), dont le travail est lié aux problèmes de la faim et de la mauvaise nutrition, organismes auxquels s'associeront des institutions spécialisées des Nations Unies. FOCAL ne sera pas utilisé pour mettre directement en oeuvre les programmes et projets, mais il servira de cadre général pour l'exécution du programme du PAM en faveur des analphabètes, des pauvres des zones urbaines et rurales, ainsi que des enfants d'âge scolaire et préscolaire.

#### *Aspects financiers*

81. FOCAL sera financé avec des contributions du PAM - d'un montant équivalent aux ressources affectées chaque année au programme en faveur de l'Equateur et atteignant au total 10 millions de dollars entre 1999 et 2003 - et avec des fonds du gouvernement pour l'exécution des programmes et projets du PAM. La contribution du gouvernement sera le triple de celle du PAM. Au départ, ces ressources seront prélevées sur le budget du Ministère de l'éducation relatif au programme d'alimentation scolaire, ainsi que sur le Fonds national pour la nutrition des enfants et sur le Fonds de solidarité. Les ministères du plan et des finances sont pleinement associés à la création de la structure de FOCAL.

## **PROBLEMATIQUE ET RISQUES**

- 82. La stratégie envisagée nécessite de la part des instances politiques supérieures du pays et des institutions participantes une profonde conviction, afin d'être assuré qu'elles ont confiance dans les objectifs proposés et leur apportent leur appui politique. Il faut également parvenir à un consensus quant à l'importance de cette structure administrative et financière, qui s'inscrit dans le processus national de modernisation de la gestion publique et de décentralisation en matière de planification et d'application des diverses mesures.
- 83. La création de FOCAL se fera dans un climat de confiance. Le gouvernement garantira que le fonds ainsi constitué sera une fondation dotée de ressources suffisantes, qui devront être mises à disposition comme convenu, et de l'autonomie nécessaire.
- 84. FOCAL doit être créé au départ à titre expérimental dans un certain nombre de zones d'Equateur où sévit une extrême pauvreté afin de tester ses moyens et ses méthodes, ainsi que la pertinence des accords relatifs à la participation sociale et institutionnelle passés avec les organismes actifs dans ces zones.



**ANNEXE I****LISTE DES SIGLES**

<b>ACV</b>	Analyse et cartographie de la vulnérabilité
<b>CIN</b>	Conférence internationale sur la nutrition
<b>CONADE</b>	Conseil national du développement
<b>CONAIE</b>	Conseil national des Equatoriens autochtones
<b>CONAMU</b>	Conseil national de la femme
<b>FASBASE</b>	Renforcement et développement des services de santé de base en Equateur
<b>FAO</b>	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
<b>FIDA</b>	Fonds international pour le développement agricole
<b>FNUAP</b>	Fonds des Nations Unies pour la population
<b>FOCAL</b>	Fonds pour l'alimentation complémentaire
<b>HABITAT</b>	Centre des Nations Unies pour les établissements humains
<b>INNFA</b>	Institut national chargé de la famille et de l'enfant
<b>NSN</b>	Note de stratégie nationale
<b>OIT</b>	Organisation internationale du travail
<b>OMS</b>	Organisation mondiale de la santé
<b>ONG</b>	Organisation non gouvernementale
<b>PAM</b>	Programme alimentaire mondial
<b>PNUD</b>	Programme des Nations Unies pour le développement
<b>PROCALMUC</b>	Projet de formation et d'alphabétisation des femmes rurales
<b>SISVAN</b>	Système de surveillance nutritionnelle
<b>SSP</b>	Schéma de stratégie de pays
<b>UNESCO</b>	Organisation des Nations Unies pour le développement, la science et la culture
<b>UNICEF</b>	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
<b>UNIFEM</b>	Fonds de développement des Nations Unies pour la femme



## ANNEXE II



**IMPORTATIONS (1990-96) DES PRINCIPAUX PRODUITS ALIMENTAIRES (en tonnes)**

<b>Produit</b>	<b>1990</b>	<b>1991</b>	<b>1992</b>	<b>1993</b>	<b>1994</b>	<b>1995</b>	<b>1996</b>	<b>Total 1990-96</b>
Blé	369 792,53	389 032,73	257 939,03	216 529,23	248 177,4	133 772,21	351 020,00	1 966
Riz	19 218,90	-	640,00	1 056,23	100,00	420,00	-	21 435,
Lait écrémé	-	-	2,80	26,99	-	6,80	-	36,59
Lait entier	0,02	510,00	536,00	279,21	909,11	536,16	-	2 770,
Haricots	-	-	-	7,19	64,13	-	-	71,32
Maïs en grains	22,89	145,09	585,92	8 277,03	11 504,7	-	26 306,00	46 841,
Farine de froment	-	0,50	40,54	4 828,33	52 700,3	3 103,03	-	60 673,
Huile de soja	68 915,21	41 804,23	31 098,23	7 502,93	27 752,3	10 599,63	54 589,00	242 262,